

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Jeudi 08 Janvier 2026



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

APS. Le communiqué du Conseil des ministres du mercredi 7 janvier 2026

Le Conseil des Ministres s'est tenu le mercredi 07 janvier 2026, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Bassirou Diomaye Diakhar FAYE, Président de la République. AU TITRE DE LA COMMUNICATION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

A l'entame du Conseil, le Chef de l'Etat adresse ses vœux aux membres du Gouvernement, à l'ensemble de l'Administration, aux Forces de Défense et de Sécurité, à la Diaspora et à toutes les forces vives du Sénégal, à l'occasion du Nouvel An. Il a ensuite axé sa communication sur les points suivants :

Accélération de la mise en œuvre des politiques, programmes et projets publics dans les territoires.

Le Président de la République note que son message à la Nation du 31 décembre 2025, a permis de faire le bilan des réalisations de l'Etat et de mettre en perspective les programmes, projets et investissements majeurs.

Rappelant au Gouvernement l'exigence de résultats dans l'exécution des lettres de politiques sectorielles validées, il demande au Premier Ministre de faire un point mensuel sur l'état d'exécution de l'agenda législatif et réglementaire et du Plan d'actions gouvernemental de l'année 2026.

<https://aps.sn/le-communique-du-conseil-des-ministres-du-mercredi-7-janvier-2026/>

APS. Commercialisation de la production agricole : le président Faye demande au gouvernement de prendre les mesures idoines

Le président de la République a demandé, mercredi, en Conseil des ministres, au chef du gouvernement de prendre toutes les mesures idoines en vue d'assurer les meilleures conditions de financement et de commercialisation de la production agricole. "Considérant que la campagne de commercialisation agricole constitue une période cruciale de la vie économique et sociale nationale, le Président de la République demande au Premier Ministre de prendre toutes les mesures idoines en vue d'assurer les meilleures conditions de financement et de commercialisation de la production agricole", rapporte le communiqué du Conseil des ministres. Selon la même source, Bassirou Diomaye Faye a rappelé, en outre, "l'impératif d'une refondation consensuelle de la politique agricole, basée sur la maîtrise de l'eau, l'extension des aménagements". A cela s'ajoutent l'amélioration des équipements et des rendements, le développement d'unités de stockage et de conservation des produits, ainsi que la révision concertée des cadres de financement et de subvention.

<https://aps.sn/commercialisation-de-la-production-agricole-le-president-faye-demande-au-gouvernement-de-prendre-les-mesures-idoines/>

APS. Ousmane Sonko réaffirme la priorité que le gouvernement accorde à la campagne de commercialisation de l'arachide

Le Premier ministre a réaffirmé, mercredi, en Conseil des ministres, la priorité que le gouvernement accorde à la campagne de commercialisation de l'arachide, a-t-on appris de source officielle. Lors de la réunion hebdomadaire du gouvernement,



Ousmane Sonko a rappelé la tournée qu'il a effectuée dans le bassin arachidier, lundi et mardi, afin "d'apprécier l'état d'avancement du dispositif de commercialisation de l'arachide et de mesurer l'effectivité des orientations arrêtées par le gouvernement". Dans le communiqué du Conseil des ministres, il a souligné que cette mission "a permis de faire des échanges directs avec les acteurs (producteurs, opérateurs économiques, huiliers industriels, transporteurs, banquiers, collectivités territoriales et services techniques de l'État)". Cette tournée a également permis d'identifier "les contraintes opérationnelles persistantes afférentes au respect du prix plancher, au manque de liquidité financière et de fluidité des paiements, à la taxe à l'exportation, à l'insuffisance des points de collecte et à la lenteur dans le déchargement des camions".

<https://aps.sn/ousmane-sonko-reaffirme-la-priorite-que-le-gouvernement-accorde-a-la-campagne-de-commercialisation-de-larachide/>

APS. Le PM invité à faire "un point mensuel sur l'état d'exécution de l'agenda législatif et réglementaire et du Plan d'actions gouvernemental"

Le président de la République a demandé, mercredi, en Conseil des ministres, au chef du gouvernement de "faire un point mensuel sur l'état d'exécution de l'agenda législatif et réglementaire et du Plan d'actions gouvernemental de l'année 2026". Rappelant au gouvernement "l'exigence de résultats dans l'exécution des lettres de politiques sectorielles validées", le président Bassirou Diomaye Faye a demandé au Premier ministre de "faire un point mensuel sur l'état d'exécution de l'agenda législatif et réglementaire et du Plan d'actions gouvernemental de l'année 2026", rapporte le communiqué du Conseil des ministres. Le président de la République a noté auparavant que son message à la Nation du 31 décembre 2025, "a permis de faire le bilan des réalisations de l'Etat et de mettre en perspective les programmes, projets et investissements majeurs".

<https://aps.sn/le-pm-invite-a-faire-un-point-mensuel-sur-letat-dexecution-de-lagenda-legislatif-et-reglementaire-et-du-plan-dactions-gouvernemental/>

LE SOLEIL. Coopération économique : les échanges commerciaux entre Dakar et Nouakchott en progression

Le Premier ministre de la République islamique de Mauritanie, M. Moctar Ould Djay, effectue une visite officielle au Sénégal du 8 au 9 janvier 2026. Ce premier déplacement à Dakar depuis sa nomination en août 2024 intervient dans un contexte de renforcement des échanges commerciaux entre les deux pays. Entre 2019 et 2023, le volume des flux commerciaux bilatéraux a connu une progression notable, passant de 43,1 milliards à 67,4 milliards de FCFA, malgré une certaine volatilité et une dépendance à des produits spécifiques. La balance commerciale est restée excédentaire en faveur du Sénégal, reflétant le dynamisme des exportations sénégalaises vers la Mauritanie. Dans cette dynamique, le Conseil d'Affaires Mauritanie-Sénégal (CAMS), créé en marge du premier Forum économique sénégal-mauritanien tenu à Dakar les 30 septembre et 1er octobre 2024, vise à stimuler les relations économiques et à favoriser des partenariats mutuellement avantageux entre les secteurs privés des deux pays. La visite du Premier ministre mauritanien permettra aux deux Chefs de Gouvernement de faire le point sur l'état d'avancement des dossiers économiques bilatéraux, d'examiner les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre



des accords existants et de définir de nouvelles pistes pour consolider les échanges commerciaux entre Dakar et Nouakchott.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/cooperation-economique-les-echanges-commerciaux-dakar-nouakchott-en-progression/>

SENEWEB. Soutenabilité budgétaire : L'Assemblée invitée à ne pas jouer les seconds rôles face à la dette

Face à la montée des tensions budgétaires et à la question de plus en plus sensible de la soutenabilité de la dette publique au Sénégal, « le rôle du Parlement ne peut plus être secondaire ». Pour Assiatou Diop, directrice des Politiques publiques et de la Recherche à l'international Budget Partnership (IBP), « le contrôle parlementaire est aujourd'hui un pilier incontournable de la gouvernance économique et démocratique ». Selon elle, les députés sénégalais sont appelés à jouer un rôle stratégique dans la préservation de l'équilibre budgétaire et de la crédibilité financière de l'État. « Le Parlement n'est pas seulement une chambre d'enregistrement du budget. Il doit être un véritable gardien de l'intérêt général face aux choix financiers de l'État », insiste-t-elle. Une dette qui appelle plus de vigilance démocratique. Mme Diop rappelle que l'endettement, longtemps considéré comme un levier de développement, est devenu un sujet de vigilance démocratique.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/soutenabilite-budgetaire-lassemblee-invitee-a-ne-pas-jouer-les-seconds-roles-face-a-la-dette_n_479729.html

FINANCIAL AFRIK. 2026 : le Sénégal à la croisée des chemins budgétaires

L'année 2026 s'annonce comme un moment décisif pour les finances publiques du Sénégal. Elle mettra à l'épreuve non seulement la stratégie budgétaire du pays, mais aussi sa capacité à concilier ambitions de développement, consolidation budgétaire et soutenabilité de la dette dans un environnement économique mondial de plus en plus volatile. À la fin de l'année 2024, la dette publique du Sénégal atteignait 119 % du PIB, ce qui signifie que les engagements de l'État dépassent la richesse produite par l'économie nationale en une année. Dans le même temps, la pression liée au service de la dette devrait s'intensifier entre 2025 et 2028, avec une hausse significative dès 2026, correspondant au début du remboursement du principal de l'Eurobond émis en 2018.

<https://www.financialafrik.com/2026/01/07/2026-le-senegal-a-la-croisee-des-chemins-budgetaires/>

SENEWEB. Pour une restructuration organisée de la dette publique sénégalaise en 2026 (Par Seydina Ndiaye, Économiste, Banquier d'affaires)

Face au mur de la dette symbolisé par 30% du PIB à refinancer et l'impératif de trouver 6075 Milliards de FCFA1 en 2026, un consensus semble se dessiner : un nombre croissant d'économistes et de financiers pensent que la restructuration de la dette du Sénégal est désormais inévitable. Une feuille de route lisible, claire et articulée permettrait d'éviter le chaos d'une restructuration désorganisée et surtout un accident de liquidités. Le Sénégal se trouve à l'orée d'une crise de liquidité sans précédent. Avec un besoin de financement de 6 075 milliards de FCFA en 2026, une dette publique atteignant 132% du PIB selon le FMI, et un service de la dette prévu à 5 500 milliards de FCFA, le pays fait face à un mur de refinancement qui menace sa stabilité macroéconomique. L'échec de l'accord avec le FMI le 6 novembre 2025 (Voir le



communiqué du FMI accessible sur le lien (2) , conjugué à la série des mauvaises nouvelles depuis lors, a déclenché un krach obligataire sur les marchés internationaux, avec des Eurobonds se négociant à des décotes allant jusqu'à 49%. Dans ce contexte instable, une conviction forte et objective s'impose : la restructuration de la dette n'est plus une option, mais une nécessité stratégique pour éviter un défaut désorganisé aux conséquences économiques et sociales dévastatrices.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/pour-une-restructuration-organisee-de-la-dette-publique-senegalaise-en-2026-par-seydina-ndiaye-economiste-banquier-daffaires_n_479749.html

LE SOLEIL. Marché financier : plus qu'une simple alternative (par Oumar FEDIOR)

Depuis quelque temps, un débat sur la décision de l'état du Sénégal de recourir au marché financier pour obtenir de la liquidité occupe l'espace public. Pour certains, le risque est réel, pour d'autres, il s'agit d'une option parmi tant d'autres. Dans le débat public, les mots marché financier, titres publics ou endettement font souvent peur. En quoi cela consiste-t-il ? Nous avons sollicité l'éclairage de l'économiste Mouhamed Dia. Il estime que dans un monde parfait, au lieu de s'endetter, n'importe quel gouvernement devrait accroître les ressources nationales avec une politique fiscale optimale. Mais, ce monde parfait n'existant pas, alors que les besoins sont nombreux, les urgences sociales réelles et les ressources internes souvent insuffisantes, il faut trouver des alternatives. C'est dans ce contexte que le marché financier devient un outil essentiel. Il s'agit, avant tout, d'un espace où l'on prête et emprunte de l'argent à moyen et long terme. Lorsqu'un État a besoin de financer des routes, des écoles, des hôpitaux ou de soutenir l'économie, il peut aller sur ce marché pour mobiliser des ressources.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/marche-financier-plus-quune-simple-alternative-par-oumar-fedior/>

LE QUOTIDIEN. Révision – Caution de rapatriement pour les étrangers : Vers une hausse du montant

Revoir le montant de la caution de rapatriement que paient les étrangers résidant au Sénégal, c'est l'ambition des autorités sénégalaises. Le processus de révision est en cours, selon le Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations (Cdc), Fadilou Keïta, qui rencontrait hier, les opérateurs économiques, à la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Dakar (Cciad). Par Dialigué FAYE – La Caisse des dépôts et consignations (Cdc) œuvre à mobiliser davantage de ressources pour accompagner l'Etat dans ses politiques publiques. Pour cela, elle est en train de créer de nouvelles filiales, mais également de trouver d'autres niches à exploiter. Parmi lesquelles, la caution de rapatriement payée par les étrangers résidant au Sénégal. Le Directeur général de la Cdc a annoncé qu'ils sont en train de travailler sur un projet de révision de cette caution de rapatriement.

<https://lequotidien.sn/revision-caution-de-rapatriement-pour-les-etrangers-vers-une-hausse-du-montant/>

MAINTIEN DU TAUX D'USURE DU CREDIT NON BANCAIRE : Le système peine à « bancariser » le risque



Le Conseil des ministres statuaire de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) a décidé d'abaisser le taux de l'usure applicable aux banques de 15 % à 14 %, tout en maintenant à 24 % le plafond en vigueur pour les établissements financiers de crédit. Une décision technique en apparence, mais révélatrice des arbitrages délicats autour du coût et de l'accès au crédit dans l'Union. Le taux de l'usure fixe le plafond légal au-delà duquel un prêt devient illicite. Il constitue à la fois un instrument de protection des emprunteurs et un outil de régulation des marges des institutions financières. En abaissant ce seuil pour les banques, les autorités communautaires entendent ainsi contenir la hausse des taux débiteurs dans un contexte marqué par le durcissement de la politique monétaire et le renchérissement du coût du refinancement. Depuis 2022, la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a relevé ses taux directeurs afin de lutter contre l'inflation et de préserver la stabilité macroéconomique. Cette orientation a mécaniquement accru le coût du crédit, aussi bien pour les entreprises que pour les ménages.

https://www.lejecos.com/MAINTIEN-DU-TAUX-D-USURE-DU-CREDIT-NON-BANCAIRE-Le-systeme-peine-a-bancariser-le-risque_a30143.html

PRESS AFRIK. Bulletin mensuel des statistiques de la BCEAO : Entre stabilité monétaire et reprise des échanges, ce que disent les chiffres

La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), l'Institut d'émission commun aux huit 8 États membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) a publié son Bulletin mensuel des statistiques. Au plan régional, la BCEAO a gardé le statu quo pour sa politique monétaire. En effet, le taux minimum de soumission aux appels d'offres d'injection de liquidité et celui du guichet de prêt marginal sont respectivement fixés comme suit : 3,25 % : C'est le taux minimum de soumission aux appels d'offres d'injection de liquidité. C'est, en quelque sorte, le tarif de base auquel les banques s'approvisionnent auprès de la Banque Centrale. Et 5,25 % : C'est le taux du guichet de prêt marginal, utilisé par les banques pour leurs besoins de financement plus urgents et de courte durée. Concrètement, la BCEAO a maintenu ses deux taux directeurs, qui servent de boussole au secteur bancaire, aux niveaux fixés depuis le 16 juin 2025.

https://www.pressafrik.com/Bulletin-mensuel-des-statistiques-de-la-BCEAO-Entre-stabilite-monetaire-et-reprise-des-echanges-ce-que-disent-les_a299711.html

APS .Les Etats-Unis imposent une caution de visa à 38 pays dont le Sénégal pour les voyages temporaires

Le Sénégal fait partie des trente-huit pays dont les citoyens désirant se rendre temporairement aux États-Unis devront s'acquitter d'une caution comprise entre 5000 (2 802 500 FCFA) et 15 000 dollars (8 407 500 FCFA) pour obtenir un visa de la catégorie B1-B2 (court séjour). Le Département d'État Américain a mis en ligne, mercredi, la liste des pays dont les citoyens auront besoin d'une caution de visa avec la date d'entrée en vigueur de la mesure. À partir du 21 janvier 2026, tout citoyen sénégalais désirant voyager aux USA devra payer une caution comprise entre 5000 à 15 000 dollars pour obtenir un visa de la catégorie B1-B2. "Tout citoyen ou ressortissant voyageant avec un passeport délivré par l'un de ces pays et remplissant les conditions requises pour un visa B1/B2 doit fournir une caution de 5 000 \$, 10 000 \$ ou 15 000 \$", indique le Département d'État sur son site.



<https://aps.sn/les-etats-unis-imposent-une-caution-de-visa-a-38-pays-dont-le-senegal-pour-les-voyages-temporaires/>



ACTUALITÉS INTERNATIONALES

JEUNE AFRIQUE. Dette du Sénégal : la restructuration est-elle inévitable ?

Le Sénégal fait face à un risque de défaut dès le premier trimestre 2026. Alors que de plus en plus de voix estiment qu'une restructuration de la dette publique est inévitable, le gouvernement exclut toujours cette option. Explications. Le Sénégal va-t-il se fracasser contre le mur de la dette ? En 2026, selon la loi de Finances, le pays fait face à des besoins de financement de 6 075 milliards de francs CFA, soit 9,26 milliards d'euros. Pourtant, depuis la découverte d'une « dette cachée » estimée à plus de 11 milliards d'euros, les options de Dakar pour accéder au capital sont de plus en plus limitées. Le programme avec le FMI,

<https://www.jeuneafrique.com/1754622/economie-entreprises/dette-du-senegal-la-restructuration-est-elle-inevitable/>

JEUNE AFRIQUE. Au Sénégal, les rivalités politiques se déplacent dans le bassin arachidier

En visite dans le centre-ouest du pays le 5 janvier, Ousmane Sonko a décoché quelques flèches en direction de proches du président Bassirou Diomaye Faye. Une prise de position qui révèle, encore une fois, des tensions au sommet de l'État. Les militants des Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (Pastef) connaissaient le slogan « Diomaye mooy Sonko » (« Diomaye, c'est Sonko »). Ils en ont désormais adopté un nouveau : « Sonko mooy sama carte » (« Sonko, c'est ma carte »). La phrase est apparue sur certaines affiches et sur les réseaux sociaux peu après le lancement d'une campagne destinée à...

<https://www.jeuneafrique.com/1754578/politique/au-senegal-les-rivalites-politiques-se-deportent-dans-le-bassin-arachidier/>

FINANCIAL AFRIK. Gabon : l'Etat table sur une croissance économique de 6,5 % en 2026

Le 30 décembre 2025 à Libreville, le Comité national économique et financier (CNEF) a fixé la croissance économique à 6,5% en 2026, contre 3,5% estimés pour 2025. Selon le CNEF, ce rebond ne repose plus sur le pétrole, en déclin structurel, mais sur des moteurs diversifiés tels que l'agriculture, l'élevage, les bâtiments et travaux publics (BTP),.....

<https://www.financialafrik.com/2026/01/07/gabon-letat-table-sur-une-croissance-economique-de-65-en-2026/>

UNRIC.ORG.Économie mondiale : perspectives pour 2026



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn

L'économie mondiale a fait preuve d'une résilience notable en 2025, avec de meilleurs résultats que prévus malgré des chocs répétés et une incertitude accrue. La question clé est maintenant de savoir si cette résilience perdurera en 2026. Le rapport World Economic Situation and Prospects 2026 — qui sera publié le 8 janvier 2026 — propose quelques réponses. Voici cinq points principaux de ce rapport :

La croissance économique mondiale reste stable mais modérée. L'économie mondiale devrait croître à un rythme modeste. Un investissement modéré, un lourd fardeau de la dette et un espace budgétaire limité continuent de limiter la capacité des pays à augmenter la productivité et à atteindre une croissance plus forte et durable. Les tensions géopolitiques et les risques financiers s'ajoutent à ces pressions, laissant la perspective mondiale fragile.

L'expansion est régulière mais inégale entre les pays. Les économies développées devraient maintenir une croissance globalement stable mais modérée. Plusieurs grandes économies en développement devraient maintenir un élan de croissance, soutenues par une demande intérieure résiliente ou des politiques ciblées.

<https://unric.org/fr/economie-mondiale-perspectives-pour-2026/>

RFI. États-Unis: comment les droits de douane de Donald Trump peuvent faire baisser l'inflation

Alors que de nombreux économistes prédisaient une flambée des prix, les droits de douane imposés par Donald Trump semblent, contre toute attente, avoir freiné l'inflation aux États-Unis. Un paradoxe économique mis en lumière par plusieurs études récentes, qui s'explique davantage par un ralentissement de l'activité que par une véritable victoire contre la hausse des prix. En théorie, le raisonnement économique est bien connu. Lorsqu'un pays impose des droits de douane élevés sur les importations, les biens venus de l'étranger deviennent plus chers. Ces hausses de coûts sont généralement répercutées sur les consommateurs, ce qui entraîne une augmentation des prix et, mécaniquement, une inflation plus forte. C'est précisément ce scénario qui était largement anticipé au printemps dernier, lorsque Donald Trump a annoncé de nouvelles surtaxes sur les importations. Pourtant, les faits ont déjoué les prévisions. L'inflation américaine n'a pas explosé. Elle reste certes élevée - autour de 3 % - mais elle n'a pas connu l'emballlement redouté par de nombreux analystes.

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/aujourd-hui-l-%C3%A9conomie/20260108-%C3%A9tats-unis-comment-les-droits-de-douane-de-donald-trump-peuvent-faire-baisser-l-inflation>

L'ECONOMISTE MAGHREBIEN. À la tête des BRICS, l'Inde défie les pressions de Washington

L'Inde a officiellement pris cette année la présidence des BRICS dans un contexte international marqué par les interventions radicales de l'administration Trump et leurs lourdes implications géopolitiques. Le 12 décembre dernier, lors de la réunion des BRICS à Brasilia, le Brésil a transmis la présidence du groupe à New Delhi. Le geste a été symbolisé par la remise du marteau de la présidence par l'ambassadeur brésilien Mauricio Lyrio à son homologue indien, Sudhakar Dalela, emblème de la continuité et de la profondeur des liens de coopération entre les membres. Le diplomate indien a précisé que la présidence indienne s'inscrirait dans les principes de continuité, de consolidation et de consensus, tout en restant attentive aux évolutions mondiales et aux priorités changeantes des pays du Sud. Cette transition intervient alors que les



BRICS cherchent à renforcer leur influence, sous le regard attentif de Washington. Le président Donald Trump a d'ailleurs, à plusieurs reprises, affiché son hostilité au bloc, promettant des représailles commerciales.

<https://www.leconomistemaghrebin.com/2026/01/07/a-la-tete-des-brics-linde-defie-les-pressions-de-washington/>

BFMTV."Une étape décisive, un rapprochement stratégique": France, Allemagne et Pologne espèrent la signature rapide de l'accord entre l'UE et l'Inde

L'Inde et l'UE sont depuis longtemps en négociation pour conclure non seulement un accord de libre-échange, mais encore un accord de sécurité. Un sommet est prévu le 27 janvier. La France, l'Allemagne et la Pologne ont appelé mercredi de leur vœux la signature prochainement d'un accord commercial et sécuritaire entre l'UE et l'Inde, "étape décisive" d'un "rapprochement stratégique", selon le ministre français des Affaires étrangères mercredi. "Un accord majeur entre l'UE et l'Inde est en passe d'aboutir dans les prochaines semaines avec un sommet qui lui sera consacré à la fin du mois de janvier", a déclaré Jean-Noël Barrot lors d'une conférence de presse avec ses homologues allemand, polonais et indien. Il "marquera une étape décisive dans le rapprochement stratégique entre nos deux espaces", a-t-il ajouté. L'Inde et l'UE sont depuis longtemps en négociation pour conclure non seulement un accord de libre-échange, mais encore un accord de sécurité. Un sommet est prévu le 27 janvier.

https://www.bfmtv.com/economie/international/une-etape-decisive-un-rapprochement-strategique-france-allemande-et-pologne-espere-la-signature-rapide-de-l-accord-entre-l-ue-et-l-inde_AD-202601070956.html

COURRIER INTERNATIONAL. Quarante ans après son adhésion à l'UE, "le Portugal est un meilleur pays"

La presse portugaise dresse le bilan de quarante années passées au sein de l'Union européenne. En matière politique et économique, les avancées ont été considérables, mais la prospérité durable espérée est pour l'heure incomplète. C'est "un processus long et difficile, qui a transformé le pays marqué par la dictature", raconte le Diário de Notícias. Comme plusieurs titres de la presse portugaise, le quotidien cherche à faire le bilan des quarante années au cours desquelles le Portugal et l'Union européenne ont décidé de lier leur destin. Après un demi-siècle de régime salazariste, et seulement trois ans après la "révolution des œillets" qui y a mis fin, le Portugal a entamé, en 1977, les négociations en vue d'une adhésion à la Communauté économique européenne (CEE), l'ancêtre de l'UE.

https://www.courrierinternational.com/article/anniversaire-quarante-ans-apres-son-adhesion-a-l-ue-le-portugal-est-un-meilleur-pays_239092

LES ECHOS. Inflation, gouvernance : les défis que pose à la BCE l'arrivée de la Bulgarie dans la zone euro

Premium

Le 1^{er} janvier, la monnaie unique est devenue la devise officielle de la Bulgarie, remplaçant le lev. L'arrivée de ce nouveau membre dans la zone euro est loin d'être anodine pour la banque centrale. Près de vingt-cinq ans après sa création, la zone euro n'en finit pas de s'étendre. Depuis le 1^{er} janvier, et l'adoption de la monnaie unique par la Bulgarie, elle compte 21 membres. L'événement a été fêté à Sofia et à Francfort.



« J'accueille chaleureusement la Bulgarie dans la famille de l'euro et le gouverneur Radev à la table du Conseil des gouverneurs de la BCE à Francfort », a déclaré Christine Lagarde, la présidente de la Banque centrale européenne. De prime abord, l'arrivée de ce nouvel entrant ne semble pas de nature à provoquer des bouleversements. Avec un produit intérieur brut (PIB) qui avoisine les 100 milliards d'euros - soit 0,6 % de celui de l'Union monétaire européenne -, il se classe au 13^e rang de la zone euro. Devant, notamment, la Lettonie et l'Estonie.

<https://www.lesechos.fr/finance-marches/marches-financiers/inflation-gouvernance-les-defis-que-pose-a-la-bce-larrivee-de-la-bulgarie-dans-la-zone-euro-2208317>

LE FIGARO. France. Le coût des niches fiscales dépasse désormais 100 milliards d'euros par an

Le coût total de ce type d'avantages pèse désormais 3,5 % du PIB, selon les calculs de Fipeco. Le poids des prélèvements reste plus élevé en France que chez ses voisins. La France est championne des prélèvements obligatoires. Mais elle est aussi performante quand il s'agit de creuser des niches dans son lourd système d'imposition. Le coût total de ces exceptions à la norme fiscale a dépassé le seuil des 100 milliards d'euros en 2024, selon une note de l'expert des finances publiques François Ecalte, directeur de Fipeco, que Le Figaro dévoile en avant-première. Pourtant, depuis des années, nombreuses sont les sorties politiques qui promettent de réduire - ou de « toiletter », selon l'expression consacrée - les différents avantages, crédits d'impôt, taux réduits... En vain, semble-t-il, puisque les documents budgétaires annexés au projet de loi de finances 2026 ne recensent pas moins de 465 dépenses fiscales, soit 14 de plus qu'en 2017. En outre, « une niche peut être supprimée par une loi de finances et figurer toujours sur la liste plusieurs années après parce qu'elle continue à avoir un coût budgétaire », souligne François Ecalte.

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/le-cout-des-niches-fiscales-depasse-desormais-100-milliards-d-euros-par-an-20260107>

BFMTV. Pour éviter que les Français paient plus d'impôt, la commission des finances réindexe l'intégralité du barème d'imposition sur le revenu sur l'inflation

Dans le cadre de la seconde lecture du projet de loi de finances (PLF) pour 2026, la commission des finances a voté l'indexation du barème d'imposition sur le revenu sur l'inflation pour l'ensemble des tranches.

Les débats à l'Assemblée nationale recommencent fort sur le budget. Dans le cadre d'une seconde lecture du projet de loi de finances (PLF) ce jeudi 8 janvier, la commission des Finances du Palais Bourbon a voté la réindexation intégrale du barème de l'impôt sur le revenu sur l'inflation. "Cet article nous propose d'augmenter les impôts pour les gens qui travaillent (...) ce n'est pas aux travailleurs de payer", a soutenu le député Ensemble pour la République (EPR) de l'Essonne Paul Midy. Indexé sur une inflation à 1,1%. Précisément, la commission a adopté l'amendement soutenu par Laurent Wauquiez, qui propose de réindexer l'intégralité du barème sur une inflation estimée à 1,1% alors que l'évolution des prix à la consommation a été estimée à +0,9% par l'Insee.

https://www.bfmtv.com/economie/pour-eviter-que-les-francais-paient-plus-d-impot-la-commission-des-finances-reindexe-l-integralite-du-bareme-d-imposition-sur-le-revenu-sur-l-inflation_AV-202601080384.html



COURRIER INTERNATIONAL. Le chiffre du jour. Après des années de brouille, Pékin et Séoul signent un accord commercial historique

Dans le cadre d'une visite en Chine du président de Corée du Sud, du 5 au 7 janvier, une série d'accords, d'une valeur équivalente à 38 millions d'euros, a été signée entre des entreprises de chaque pays. Un resserrement des liens qui tombe à point nommé pour Pékin, en froid avec le troisième acteur régional, le Japon. D'un côté de la table, les géants du numérique chinois, comme Alibaba, JD.com ou Tencent... De l'autre, les grands conglomérats sud-coréens, comme Samsung, LG ou Hyundai. Avec des accords commerciaux signés à hauteur de 44,11 millions de dollars, soit près de 38 millions d'euros, "la Chine et la Corée du Sud ont relancé leur coopération économique après des années de relations relativement discrètes", commente avec euphémisme le South China Morning Post (SCMP).

https://www.courrierinternational.com/article/le-chiffre-du-jour-apres-des-annees-de-brouille-pek-in-et-seoul-signent-un-accord-commercial-historique_239070

